





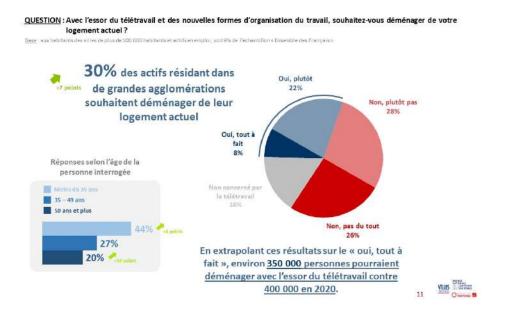


### BAROMETRE DES TERRITOIRES 2021 DE VILLES DE FRANCE AGENCE NATIONALE DE LA COHESION DES TERRITOIRES – BANQUE DES TERRITOIRES

#### Les principaux enseignements

# 1. Après près d'un an et demi de crise sanitaire, l'attractivité des villes moyennes dans le paysage territorial continue de se renforcer

Réalisée à la sortie de cette seconde année de pandémie, alors que les nouvelles habitudes s'installent dans le quotidien des Français, l'édition 2021 du Baromètre des Territoires montre que près d'un tiers des actifs habitants des grandes villes (de plus de 100 000 habitants) envisagent de déménager de leur logement actuel, encouragé par le développement du télétravail et l'essor des nouvelles organisations du travail. Ce taux atteint même 44% chez les jeunes actifs de moins de 35 ans des grandes agglomérations. C'est l'un des points notables de cette seconde vague du baromètre, le souhait de déménager progresse par rapport à 2020, non seulement chez les actifs les plus jeunes (+8 points) mais aussi chez les actifs les plus proches de la retraite (20% des actifs de 50 ans et plus envisagent de déménager, soit une progression de 16 points). Au global, 8% des actifs des grandes villes (soit près de 350 000 personnes) ont même « tout à fait » l'intention de le faire. Le nombre élevé de ces personnes très motivées pourrait se traduire par des mouvements de population conséquents dans les prochaines années. A ce propos, on constate par rapport à l'année dernière une légère érosion du « stock » de personnes très motivées par déménager, cette baisse s'expliquant sans doute par le fait qu'une partie des individus les plus déterminés à quitter leur logement l'année dernière ont mis leur projet à exécution depuis.





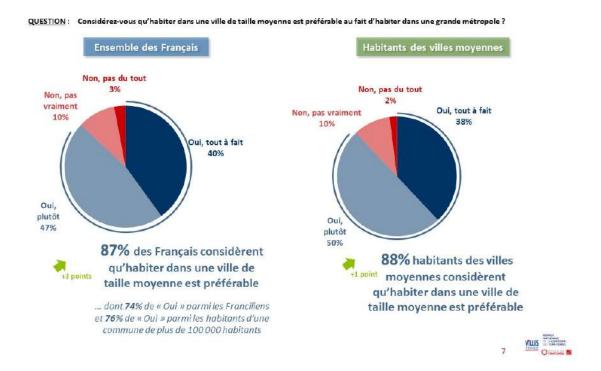






A choisir, les personnes disposées à déménager le feraient principalement non loin de leur logement actuel, soit dans la même ville (33%) ou dans une commune située à moins de 30 km de leur ville actuelle (42%). A peine un quart des actifs disposés à déménager le feraient dans une autre région (25%), les mouvements de population post-covid prendront donc des formes variables et différents types de territoires en bénéficieront, même si les villes moyennes apparaissent très bien placées.

• De manière générale, la tendance observée dans la vague 2020 est en effet confirmée par notre sondage : une large et croissante majorité des Français préfère vivre dans une ville moyenne plutôt que dans une grande métropole (87 %, soit une progression de 3 points). Ce constat reste partagé de manière encore plus forte chez les habitants des villes moyennes (88%, + 1 point), témoignant de la qualité de vie dans ce type de commune. Confirmant cette tendance, près d'un habitant de villes de plus de 100 000 habitants sur deux (48%) souhaiterait habiter dans une ville moyenne s'il en avait la possibilité, contre 29% dans une grande ville. Ce taux de 48% ne baisse que faiblement d'une année sur l'autre (- 2 points) au bénéfice des petites villes (16 %, + 3 points).



• Pour l'ensemble des Français interrogés, les villes moyennes sont notamment perçues comme étant les plus aptes à s'adapter aux défis du changement climatique (33%, contre 26% pour les petites villes, 23% pour les territoires ruraux et seulement 18% pour les grandes villes), un sentiment qui n'évolue qu'à la marge par rapport à 2021. Les habitants des villes moyennes partagent eux aussi cette conviction de manière encore plus accentuée (42%, contre 25% pour les petites villes, 18% pour les grandes villes et 15% pour les territoires ruraux).



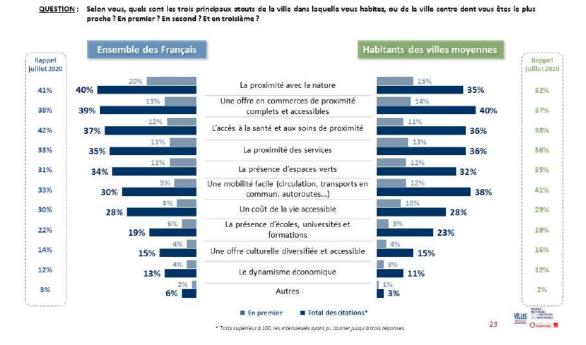






## 2. Les atouts plébiscités de la vie en ville moyenne : le bon compromis entre proximité de la nature et des services

• Quand ils évoquent les atouts de leur territoire, les habitants des villes moyennes citent notamment en tête de la liste de leurs satisfactions : la proximité avec les services et les commerces (40%), la proximité avec la nature (35%) et une mobilité aisée (38%). Dans le contexte de la crise sanitaire, un atout fait sans doute quelque peu défaut : l'accès à la santé et aux soins de proximité, malgré tout cité par 36% des répondants mais en baisse de 2 points par rapport à 2020.



- En ce qui concerne les transports et la propension à être relié au reste du pays, les habitants des villes moyennes expriment globalement leur satisfaction quant à la desserte ferroviaire de la ville jugée plus satisfaisante (73%, + 4 points) que pour l'ensemble des Français (65%).
- De même, l'offre culturelle (cinémas, spectacles, expositions, musées, etc...) est toujours considérée comme plus satisfaisante chez les habitants des villes moyennes (70%, + 5 points) que pour l'ensemble des Français (64%, + 4 points).
- Enfin, 67 % des habitants des villes moyennes se disent satisfaits de l'offre d'enseignement supérieur et de formation professionnelle de leur territoire, un sentiment en progression de 3 points en un an. On note que ce taux atteint 74 % chez les habitants des villes moyennes de moins de 35 ans, public le plus concerné.
- La proximité se juge également par le temps de trajet des Français entre leur domicile et leur travail. Pour 81% des actifs des villes moyennes, ce trajet fait moins de 40 minutes et se réalise majoritairement en utilisant un véhicule motorisé individuel





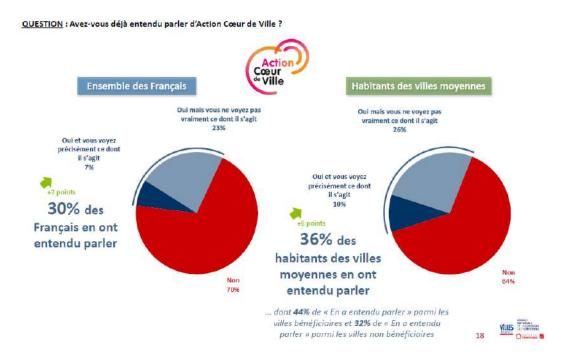




(63%) comme la voiture. Toutefois, les transports en commun arrivent en seconde position des moyens de transport les plus utilisés (20%), loin devant le vélo (4%). Dans l'ensemble, 80% des actifs des villes moyennes se déclarent satisfaits de la qualité de leur trajet domicile/travail.

### 3. Le focus sur la revitalisation des centres-villes et le lien avec le programme Action Cœur de ville

La qualité du cœur de ville est un sujet sensible pour 74 % des Français et 78 % des habitants des villes moyennes et ce, quelle que soit la catégorie sociale concernée :
 83% des catégories « aisées » partagent cette opinion, tout comme 80% des catégories « pauvres ».



- La notoriété du programme « Action Cœur de Ville » est non négligeable au niveau national, et surtout progresse par rapport à l'année 2020, puisque qu'elle passe de 23% à 30% des Français ayant entendu parler du programme. Ce taux s'établit même à 36% (+ 6 points) parmi les habitants des villes moyennes. Trois ans après le lancement du programme, 80% des habitants des villes moyennes bénéficiant du programme ACV déclarent savoir que leur commune y est inscrite contre seulement 45% il y a un an, signe de la bonne diffusion de l'information et de la bonne notoriété du programme auprès des bénéficiaires directs.
- Au cours de ces longs mois, marqués par la pandémie de COVID-19 et son impact sur l'activité économique, le jugement sur l'évolution de la vitalité de sa ville demeure plutôt positif que ce soit dans l'ensemble du pays (44%, + 3 points) ou dans les villes moyennes (48% contre 46 % en 2020). Parmi les habitants des villes bénéficiaires du programme « Action Cœur de ville », on note aussi que 45 % ont une opinion positive



QUESTION:







22

de cette évolution récente, et seulement 19% estiment que la situation de leur ville n'a pas du tout évolué depuis deux ans.

Dans votre ville, ou la ville centre dont vous êtes le plus proche, diriez-vous qu'au cours de ces deux dernières années, la vitalité du

centre-ville a évolué de manière...? Ensemble des Français TOTAL TOTAL **Evolution** Assez positive Assez positive Evolution positive positive 48% 44% 7% 6% négative N'a pas N'a pas négative 21% vralment vraiment 23% Très négative évolué TOTAL Très négative TOTAL Evolution négative négative 32% 29% VILLES

#### 4. Des territoires qui conservent des fragilités

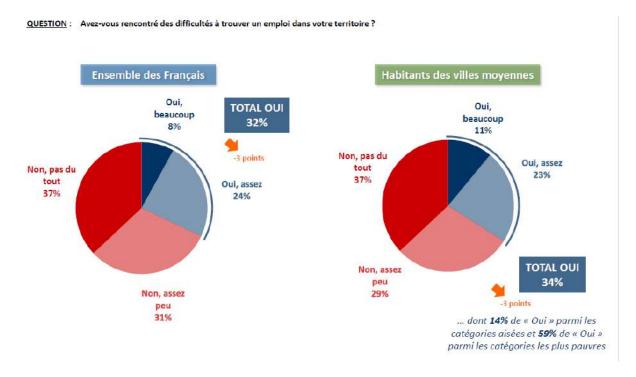
- A l'évocation des faiblesses du territoire, les habitants des villes moyennes citent en premier lieu le coût de la vie qui reste trop élevé (47%), les difficultés économiques rencontrées (37%, malgré une baisse de 5 points), mais aussi une difficulté d'accès à la santé et aux soins de proximité (26%) en progression de 5 points suite à une période marquée par le COVID-19. Si le COVID a sans conteste contribué à rendre l'accès aux professionnels de santé plus compliqué, cette dégradation a également des racines plus profondes liées à la pénurie croissante de médecins et de paramédicaux dans de nombreux territoires.
- Une part conséquente des habitants des villes moyennes témoigne de leur difficulté à trouver un emploi dans leur territoire (34% contre 32% au niveau national) malgré une baisse significative de ce sentiment (- 3 points). Plus inquiétant, ce taux atteint jusqu'à 54% chez les habitants de villes moyennes âgés de moins de 25 ans et 59% parmi les catégories les plus pauvres. Enfin, cette part s'élève à 32% de l'ensemble des habitants des villes « Action Cœur de Ville » toutes tranches d'âge confondues, soit une baisse de 16 points par rapport à la vague d'enquête précédente, signifiant la résilience de ce type de villes face aux conséquences économiques du COVID.











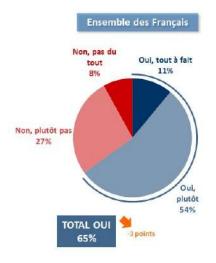
- L'attente envers les dispositifs publics pour aider les créateurs d'entreprise reste très significative au moment de la mise en place d'un plan de relance de l'activité par le Gouvernement. L'efficacité prêtée à différentes structures pour faciliter la création d'entreprises (accompagnement des jeunes entreprises, établissements d'enseignement supérieur, incubateurs, etc.) est plébiscitée par les habitants des villes bénéficiaires du programme « Action Cœur de Ville » (85% de réponses favorables), par les habitants des villes moyennes en général (76% contre 73% pour l'ensemble des Français) mais aussi par les dirigeants d'entreprise de ces villes (72%).
- Malgré les atouts évoqués précédemment, les villes moyennes semblent moins bien dotées que les grandes villes concernant l'accès aux services publics: si l'accès aux différents services publics dans les villes moyennes est jugé plus positivement par une large part de la population concernée (77%) que chez la plupart des Français (72%, un chiffre tiré à la baisse par les ruraux), il reste perçu comme moins favorable que parmi les habitants des grandes villes à l'égard de leur territoire (près de 90 % de jugements positifs).
- Le jugement sur l'offre de logements dans sa ville de la part des habitants des villes moyennes semble rejoindre l'opinion de l'ensemble des Français avec une perception majoritairement positive (65%). Toutefois, parmi le tiers des habitants des villes moyennes affirmant être insatisfaits de leur logement (35%), 63% évoquent comme raison le prix du logement et 17 % la faible qualité énergétique des bâtiments. De nombreuses villes moyennes comptent en effet en leur sein des publics modestes dont les dépenses de logement et la facture énergétique grèvent le budget. Plus globalement, le prix de l'immobilier demeure un point particulièrement clivant chez les Français : 53% d'entre eux estiment qu'il n'est pas accessible dans leur ville, soit une progression de 4 points en un an, contre 56% au sein des villes moyennes (+3 points).







QUESTION: Considérez-vous que l'offre en logements de votre ville, ou de la ville centre dont vous êtes le plus proche, est adaptée à vos besoins?





30 VILLS AMERICAN

# 5. En pleine pandémie, une légère dégradation de l'accès à l'offre de soins à laquelle la téléconsultation pourrait en partie répondre

Comme évoqué précédemment, les questions de santé se sont imposées tout au long de la crise sanitaire et notre étude souligne la dégradation du jugement sur l'accès aux soins de proximité par rapport à 2020. A peine deux tiers des habitants des villes moyennes (68%) s'en déclarent satisfaits, soit une baisse de 5 points en un an, contre 66% parmi l'ensemble des Français. Le décalage reste important entre les villes de plus de 100 000 habitants (82% de satisfaits) et les communes rurales affichant seulement 50% de satisfaits.

De même, le jugement des habitants des villes moyennes est plus tranché concernant la facilité d'accès aux médecins spécialistes, seulement 55% (- 6 points par rapport à 2020) contre 65% pour les personnes interrogées des grandes villes. La baisse générale de ce sentiment souligne à la fois l'attention portée par les Français à ce sujet et la dégradation perçue ou observée de ces services

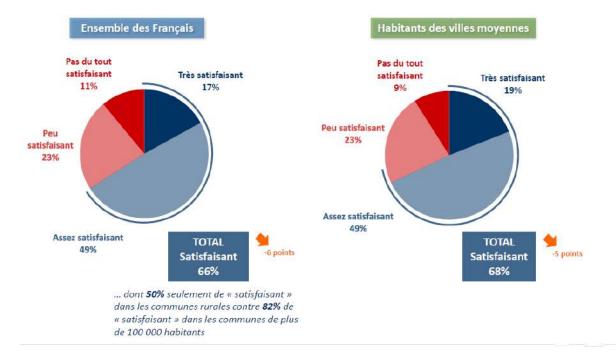








QUESTION : Selon vous, dans votre territoire, l'accès aux soins de proximité (médecins généralistes, kiné, professions paramédicales, urgences...)
est... ?



Largement développé à l'occasion de l'éclatement de la pandémie et des restrictions de déplacement qu'elle a obligées, la téléconsultation a été utilisée par pas moins d'un quart des Français (24%) et 29% des habitants des villes moyennes, notamment 42% des jeunes de moins de 35 ans. L'immense majorité (81%) de ces utilisateurs se déclare satisfaite de leur expérience ce qui laisse augurer un développement de cette pratique. Toutefois, il est à noter que le fossé générationnel sur cette question – 12% des personnes âgées de 65 ans et plus déclarant avoir téléconsulté – soulève l'impératif de maintenir un réseau médical accessible physiquement pour cette catégorie de la population.

**Méthodologie**: L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1 000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, et d'un sur-échantillon de 500 personnes, représentatif de la population des villes moyennes (10 000 à 100 000 hab.) âgée de 18 ans et plus. Au total, 823 habitants des villes moyennes ont été interrogés. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 27 mai au 3 juin 2021.